

1^{er} juin 1999

Canevas de présentation pour l'atelier " Riposte à la mondialisation " de l'opération SalAMI contre le FMI, Montréal.

Riposte contre la mondialisation



A. L'état de la mondialisation

1. La mondialisation se caractérise par un ensemble de mesures politiques dont le but est de briser les barrières à la pénétration du capital financier et transnational, barrières érigées par 50 ans d'interventionisme social-démocrate, de bureaucratisme néo-stalinien et de tiers-mondisme.

2. Le capital cherche à pénétrer tous les domaines et tous les États :

- a) reconquérir les secteurs publics imposés par les classes ouvrières/populaires et les peuples au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui avait réduit l'espace du marché, haussé l'égalité mais qui avait aussi favorisé le contrôle bureaucratique au détriment de la solidarité ;
- b) pénétrer les nouveaux domaines ouverts par les progrès technologiques en téléinformatique et en biotechnologie quitte à breveter la vie elle-même, à cause de leur potentiel d'intense accumulation due aux surprofits propres à tout domaine nouveau ;
- c) briser l'ancien rideau de fer en favorisant des États stables sur la base de la loi et l'ordre de la propriété privée et pleinement intégrée au marché mondial.

3. La mondialisation se décline surtout, mais pas uniquement, sur le mode des politiques néolibérales :

- a) politiques budgétaires et fiscales : équilibre budgétaire (déficit zéro) et remboursement de la dette afin de libérer les épargnes ouvrières et populaires pour financer à vil prix l'accumulation à venir ;
- b) politique monétaire et des prix : prix stables et taux d'intérêt modéré afin de favoriser un éventuel gigantesque effort d'accumulation à long terme ;
- c) politique commerciale : une libéralisation totale des flux de capitaux qui s'investissent (à long terme) mais pas nécessairement des flux spéculatifs (à court terme) afin que les transnationales puissent s'implanter dans les régions à rentabilité maximum sans instabilité financière ;
- d) politique de la main d'œuvre : une déréglementation du marché du travail pour augmenter le taux d'exploitation et une formation pointue, technique et politique, d'une fidèle main d'œuvre spécialisée capable de tirer le maximum des nouvelles technologies ;
- e) politique étatique : une hiérarchie de structures étatiques dont les sommets non élus décident des orientations générales et les bases élues gèrent les rapports sociaux dans le cadre des paramètres établis ;
- f) politique étrangère : un État ou un groupe d'États gendarme qui maintient tous les États et tous les peuples dans le rang.

4. La politique néolibérale est en voie d'implantation depuis 20 ans mais rencontre de puissants obstacles pour être pleinement réalisée :

- a) les classes ouvrières et populaires des pays impérialistes et de certains États industrialisés du tiers monde, sauf en Grande-Bretagne et aux États-Unis et surtout en Europe continentale, conservent une

capacité de riposte suffisante pour empêcher le démantèlement de l'État-Providence, malgré de sérieux reculs qui continuent ;

- b) les bureaucraties néo-staliniennes de Chine et de Russie, à des degrés fort différents, restent assez fortes pour empêcher la consolidation d'États néolibérales stables, ce qui a engendré une bureaucratie corrompue et très répressive d'une part, et un capitalisme mafieux d'autre part ;
- c) les bourgeoisies des grands États du tiers monde (Inde, Brésil, Nigeria) conservent la capacité d'opposer une voie nationale au néolibéralisme planétaire même si c'est au milieu de la stagnation et de la corruption systémique ;
- d) des rivalités entre les grandes bourgeoisies impérialistes ne se dégagent pas encore une claire hiérarchie malgré la nette supériorité militaire des États-Unis mais qui n'est pas basée sur une domination économique aussi forte et que pourrait affaiblir la réussite de la zone Euro.

5. L'état transitoire de la mondialisation néolibérale cause une importante crise de surproduction, qui se développe par étapes depuis 1997, due à l'état relativement avancé de la baisse du taux d'exploitation, surtout aux États-Unis et en Grande-Bretagne, par rapport aux opportunités d'accumulation non encore réalisées dans la privatisation des services publics, derrière le rideau de fer et dans les plus importants pays du tiers monde.

6. La pléthore de capital-argent sans débouchés qui en découle a généré une bulle spéculative maintenant concentrée dans l'inflation des valeurs mobilières et qui pourrait facilement se communiquer à l'immobilier malgré l'effondrement de ce dernier marché au début de la décennie.

7. Malgré le ralentissement subséquent des investissements productifs, le développement de la crise de surproduction depuis 1997 s'étend aux produits et services, ce qui met l'économie mondiale au bord de la récession que seul empêche le rôle de grande éponge mondiale jouée par le marché américain, rôle financé par les placements spéculatifs mondiaux sur le marché financier américain, devenu le refuge par excellence du capital spéculatif.

8. Cette dynamique, si elle redonne à l'économie américaine un second souffle qui n'est pas sans bénéficier à l'accumulation dans les " *nouvelles économies* ", ce qui donne un aperçu de ce que serait une reprise généralisée — second souffle qui traîne à sa suite les économies de l'ALÉNA —, n'est pas sans provoquer un profond et croissant déséquilibre de la balance des paiements des États-Unis que seulement une reprise mondiale pourrait régler.

9. Conscient que les facteurs de reprise tardent sur les facteurs de crise, la direction politique de la bourgeoisie américaine, soutenue à contre-cœur par la bourgeoisie de l'Union européenne, a décidé de précipiter les événements en faisant jouer son point fort, sa prédominance militaire, afin de :

- a) faire accepter son hégémonie par ses rivales impérialistes ;
- b) isoler la Russie et la Chine pour contraindre ses élites à une régulation capitaliste complète ;
- c) consolider son emprise sur le Moyen-Orient, carrefour du tiers monde et du pétrole, signalant ainsi à ces pays la nécessité à renoncer à toute stratégie nationaliste, et non seulement à tout expansionnisme régional que la guerre du Golfe avait arrêté.
- d) remilitariser, économiquement et politiquement, les États impérialistes ce qui contribue à relancer l'accumulation mais surtout signale une volonté répressive tant extérieure qu'intérieure pour faire reculer davantage les conquêtes ouvrières et populaires des trente glorieuses.

10. Une éventuelle reprise mondiale sur une base néolibérale serait dû à une accumulation rapide dans des domaines nouveaux ou reconquis, et dans des États réintégrés en tout ou en partie au marché mondial. Cette reprise ne serait en rien due à une augmentation du pouvoir d'achat des masses. Au contraire, elle suppose un profond recul des niveaux de vie et de bien-être des prolétariats des pays impérialistes, recul qui pourrait être équivalent aux immenses souffrances que connaissent déjà les peuples russes, indonésiens, brésiliens, mexicains, etc. Rien ne dit non plus que ce recul ne se conjuguerait pas avec un état de guerre chaude permanente de basse ou haute intensité, avec son cortège de barbarie affectant en particulier les femmes, les enfants et les minorités.

B. La riposte à la mondialisation

1. Comme la mondialisation n'est pas un état stable mais une offensive anti-ouvrière et anti-populaire pour renouer avec l'accumulation, elle ne peut connaître une issue heureuse pour le prolétariat mondial que si celui-ci résiste à cette offensive jusqu'à ce qu'il ait accumulé des forces d'une contre-offensive socialiste.

2. Étant donné l'état de délabrement politique et idéologique du prolétariat mondial, suite à 20 ans de politiques néolibérales victorieuses, victoires en grande partie dues à la pénétration profonde des idéologies social-démocrate et néostalinienne, il est nécessaire de passer par l'étape d'un front large anti-capitaliste/démocratique contre les effets les plus injustes et barbares de la politique néolibérale inachevée : la bulle spéculative et la guerre, et les politiques néolibérales qui en découlent.

3. Ce front large est en train de se constituer d'une part sur une base directement internationale, mais superficiellement, et d'autre part, sur des bases nationales, mais d'une façon éclatée dans l'espace et dans le temps même là où les mobilisations sont significatives. Pour l'instant, ces deux composantes se recourent à peine.

- a) La première mobilise surtout la mince strate des démocrates conséquents des couches intellectuelles et les jeunes anti-néolibéraux, cependant peu liée aux mouvements syndicaux et populaires.
- b) La deuxième composante issue des mouvements syndicaux et populaires, se confrontent aux mille et une conséquences dévastatrices des politiques néolibérales mais sans réussir à s'unifier dans le cadre d'une alternative anti-capitaliste.

4. La tâche des anticapitalistes et des internationalistes, une fois regroupé(e)s dans un parti qui leur ressemble, est :

- a) de participer de plein pied à ce front large à tous les niveaux, surtout au sein des classes ouvrière et populaires ;
- b) d'y proposer une stratégie unificatrice en termes de revendications et de programme d'action qui débouche sur une alternative anticapitaliste de libération sociale et nationale,

5. Au Québec, étant donné la tragique absence d'un parti politique ouvrier/populaire de masse et étant donné le démantèlement quasi complet de la gauche politique des années 60 et 70, qui commence à peine à se reconstituer, la tâche des anticapitalistes et internationalistes est de :

- a) se regrouper dans le PDS, seul parti anticapitaliste de libération sociale et nationale réellement existant, qui pourra se fusionner avec le RAP si celui-ci se transforme en (ou se dote d'un) parti ouvrier/populaire dans lequel les anticapitalistes québécois-e-s pourraient se reconnaître;
- b) construire le PDS dans les luttes sociales, thème du prochain congrès, c'est-à-dire faire du PDS, de chacune de ses instances et de chacun de ses membres de plein participant-e-s dans les luttes syndicales et populaires ;
- c) étant donné les ravages de la politique du déficit zéro tant fédéral que provincial, qui se poursuit dans une politique de remboursement de la dette et/ou de baisse de l'impôt, étant donné la multiplication des luttes et revendications nécessitant directement ou indirectement une augmentation des dépenses sociales de l'État, le PDS se doit de proposer un plan d'action pour réinvestir dès maintenant au moins dix milliards de dollars dans les services publics, pour l'équité salariale et pour l'emploi, plan d'action qui unifierait les secteurs en lutte tout en ouvrant la perspective d'une politique budgétaire de relance, par définition anti-néolibérale.
- d) Étant donné l'état de guerre qui s'installe comme si de rien n'était, le PDS doit proposer dans les coalitions anti-bombardements dans lesquelles il participe des solutions progressistes pour le Kosovo, la Yougoslavie et les Balkans, soit, en plus de l'arrêt des bombardements et du retrait du Canada de l'OTAN, l'autodétermination du Kosovo, l'aide par tous les moyens, y compris par les armes, des Kosovars et Yougoslaves anti-dictature, l'accueil sans limite des réfugié-e-s au Canada et une conférence balkanique qui aurait pour but d'arriver par étape à constituer une fédération balkanique dont la reconstruction serait soutenue par une aide massive de l'Union européenne, des États-Unis et du Canada.

